

RAPPORT ANNUEL 2022

NATIONS UNIES AU BURKINA FASO

Tableau des matières :

Avant-propos du Coordonnateur Résident a.i.

Équipe Pays des Nations Unies au Burkina Faso

Aperçu général du Burkina Faso

Chapitre 1 : Contexte de développement du pays

- ✚ Politiques et Institutions
- ✚ Aperçu macroéconomique
- ✚ Sécurité alimentaire
- ✚ Environnement et changement climatique
- ✚ Exclusion sociale
- ✚ Paysage financier

Chapitre 2 : Soutien du système de développement des Nations Unies aux priorités nationales de développement

- ✚ Les quatre piliers du cadre de coopération
- ✚ Aperçu des résultats du cadre de coopération
- ✚ Priorités, résultats et produits du cadre de coopération
- ✚ Aperçu financier et mobilisation des ressources
- ✚ Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies
- ✚ Évaluations et leçons apprises

Chapitre 3 : Priorités de l'Équipe Pays des Nations Unies pour l'année 2023

Liste des acronymes

AVANT-PROPOS DU COORDONNATEUR RESIDENT a.i.

L'année 2022 a marqué la fin de la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD) au Burkina Faso. Toutefois, les changements institutionnels dus aux deux coups d'état survenus en 2022 et la transition politique qui s'en est suivie ont conduit à un réajustement et à une extension du PNUAD jusqu'à 2023 pour permettre d'aligner ses interventions aux besoins urgents des populations les plus vulnérables et aux priorités du Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD) afin d'accompagner le pays dans cette période de Transition.

2022 a été également marqué au Burkina Faso principalement par une persistance de l'insécurité, une amélioration de la propagation de la COVID-19 et les conséquences de la guerre Russo-Ukrainienne. Les Agences, Fonds et Programmes du Système des Nations Unies (SNU) opérant au Burkina Faso se sont davantage investis aux côtés du Gouvernement, du secteur privé, des ONG et des organisations de la société civile pour renforcer les acquis sociaux et de développement et parer aux urgences humanitaires dans un contexte socio-politique et sécuritaire délétère couplé au contexte régional et international difficile.

Sur le plan financier, le SNU a mobilisé en 2022 grâce aux bailleurs de fonds et ses ressources internes, environ **580** millions USD (soit environ **348** milliards de FCFA) avec un taux d'exécution financière de **61%**, soit près de **355** millions USD dépensés (environ **213** milliards de FCFA).

Ces fonds ont permis de toucher des millions de personnes à travers des opérations dans le domaine humanitaire, de la

consolidation de la paix, du développement et du respect des normes et droits internationaux et de soutenir des engagements structurants tels que le renforcement de l'efficacité des institutions, l'amélioration de la sécurité nutritionnelle et alimentaire et l'éradication de la pauvreté multidimensionnelle ainsi que la promotion des politiques et des actions favorisant l'inclusion et la cohésion sociale.

Ce rapport annuel fait ressortir les résultats des actions mises en œuvre grâce au dévouement du personnel des Nations Unies au Burkina Faso et au soutien inestimable de l'ensemble de ses partenaires techniques et financiers (PTF), auxquels j'adresse mes plus vifs et sincères remerciements. Le SNU est plus que jamais engagé à appuyer les priorités nationales, en collaboration avec le Gouvernement et toutes les parties prenantes de toutes les couches sociales pour un Burkina Faso de paix, de cohésion sociale et résilient.

C'est dans cette optique que notre nouveau plan cadre de coopération : le Plan d'Action Intérimaire des Nations Unies pour le Développement Durable du Burkina Faso (UNIDAP – United Nations Interim Development Action Plan) 2023-2025 a été développé conjointement avec le Gouvernement et adopté en juin 2023. L'UNIDAP constitue l'offre des Nations Unies pour soutenir les priorités de la Transition et servir la population du Burkina Faso, en particulier les plus vulnérables.

L'année 2023 jettera les bases pour une mise en œuvre effective de l'UNIDAP et la réalisation des résultats collectifs conjointement convenus entre les différentes Agences du SNU, les partenaires au développement, et le Gouvernement.

ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES AU BURKINA FASO

Les Nations Unies sont présentes au Burkina Faso avec 34 Agences dont 25 résidentes. L'Équipe Pays des Nations Unies (United Nations Country Team : **UNCT**) au Burkina Faso, présidée par le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, regroupe l'ensemble des représentants des Agences, des Fonds et des Programmes des Nations Unies ayant des opérations sur le territoire.

L'UNCT travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement du Burkina Faso et d'autres partenaires au développement pour s'assurer que les différentes actions sont alignées sur les priorités nationales telles que déclinées principalement dans le Plan National de Développement Economique et Social (**PNDES**) 2021-2025 et le Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (**PA-SD**) 2023-2025.

La coopération avec le Burkina Faso est formalisée à travers un Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (**PNUAD**) 2018-2020. Ce plan, initialement conçu pour une phase initiale de 3 ans, a fait l'objet d'une extension de 2 ans en ayant pour mission fondamentale de contribuer à l'avancement dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (**ODD**) au Burkina Faso ; ceci pour le bien-être des populations burkinabè tout en veillant rigoureusement à travers ses principes de **ne laisser personne de côté**, à la **prévention et gestion des risques** (politique et climatique), à la **promotion des droits humains**, au **développement du partenariat** et la **redevabilité** pour des résultats collectifs.

L'Équipe Pays des Nations Unies à travers ses différentes Agences avec environ **1300** personnels basés à Ouagadougou

et dans 6 régions (Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, Est, Hauts Bassins, Nord et Sahel) dans lesquelles des bureaux intégrés ont été mis en place et ses partenaires apportent un fort appui aux populations sur les plans du développement et de l'humanitaire.

L'UNCT a significativement développé la complémentarité et la synergie entre les interventions à travers l'appui du Coordonnateur Résident et les mécanismes de travail et de communication existants et le renforcement des capacités nationales et locales à travers leur engagement dans des approches inter piliers.

En 2022, le Système des Nations Unies au Burkina Faso a mobilisé des ressources et des partenaires pour la réalisation des objectifs interdépendants des trois piliers du **PNUAD**, qui servent de socle pour accompagner la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) comme une première étape transitoire et nécessaire pour l'atteinte des ODD.

Ces partenaires sont principalement : le Gouvernement Burkinabè, les différents ministères sectoriels et leurs démembrements au niveau central, régional, provincial et communal, et les organisations de la société civile, nationales et internationales. A ceux-là s'ajoutent les partenaires techniques et financiers (PTF) tels que les Institutions financières internationales (IFIs), les organismes régionaux, les missions diplomatiques et les bailleurs de fonds.

AGENCES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU BURKINA FASO (logo des agences à mettre en infographie)

IAEA, CEA, FAO, FIDA, HCDH, ITC, OCHA, OIM, OIT, OMS, ONU-HABITAT, ONUDC, ONUDI, ONU-FEMMES, ONUSIDA, PAM, PNUD, ITU, UNCDF, UNEP, UNESCO, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNISS, UNITAR, UNMAS, UNOCT, UNOPS, UNOWAS, UNV, UNDSS, Banque Mondiale, FMI.

PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

(Logo à mettre en infographie)

Nom partenaire

Allemagne, Autriche, Banque Africaine de Développement (BAD), Banque Mondiale, Belgique, CEDEAO, Danemark, Etats Unis, Fondation Bill & Melinda Gates, Fondation LAD, Fonds pour l'environnement mondial, Fonds Africain de Développement, France, Gouvernement du Burkina Faso, IAMGOLD Essakane, Inde, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, République Tchèque, Suède, Suisse, Union Européenne, USAID, et United Nations Peace Building Fund (UNPBF).

APERÇU GENERAL DU BURKINA FASO

Population

20 505 155 (51.7% Femmes & 48.3% Hommes)¹

 Milieu urbain : 26,1%  Milieu rural : 73,9%

Espérance de vie: 61,9% (64% Femmes & 60% Hommes)²

Taux de chômage (BIT) des 15 ans ou plus: 7.1% (8.8% Femmes & 5.6% Hommes)³

Indice de Développement Humain : 184^e/191⁴

Taux de Pauvreté : 40%⁵

Education

Taux brut de scolarisation au primaire : 85,8%⁶

Taux brut de scolarisation au secondaire : 21,6%⁷

Taux d'alphabétisation des 15 ans ou plus : 29,7 %⁸

6 253 structures éducatives fermées (soit 23,88% du nombre total des structures du pays) affectant 1 076 155 élèves (48,62% de filles) et 31 594 enseignants (32,06% de femmes)⁹

Eau assainissement et Hygiène

 Taux national d'accès à l'eau potable : 76,3%¹⁰

Taux national d'accès à l'assainissement : 27,5%¹¹

¹ Rapport national volontaire (2016-2022) du Burkina Faso

² RGPH 2019

³ RGPH 2019 op cit

⁴ Rapport du Développement Humain 2021-2022 du PNUD

⁵ Rapport du Développement Humain 2021-2022 du PNUD op cit

⁶ Tableau de bord de l'enseignement primaire 2022

⁷ Tableau de bord des enseignements post-primaire et secondaire 2021-2022

⁸ Tableau de bord de l'enseignement primaire 2022

⁹ Rapport statistique mensuel de données de l'éducation en situation d'urgence du 31/12/22

¹⁰ Annuaire statistique de l'eau et de l'assainissement, 2021

¹¹ Annuaire statistique de l'eau et de l'assainissement, 2021 ; Rapport de performance annuelle 2022 du CSD-EEA

Accès à l'électricité : 55%

Santé

Taux brut de mortalité : 9,2 % (8,5 % Femme & 9,9 % Homme)¹²

Mortalité infantile : 55,9 % (Filles : 51,4% & Garçon : 60,9%)¹³

Mortalité maternelle : 222,9 pour 100 000 naissances (185,4 Urbain & 231,4 Rural)¹⁴

Prévalence VIH (adulte 15-49 ans) : 0,6%

Proportion des consultations dues au paludisme 37,3

COVID-19 : Nombre cumulé de cas confirmés : 22 025

Nombre cumulé de décès : 396

Nombre de personnes vaccinées une fois 19,2%

Nombre de personnes complètement vaccinées 15%

Economie

PIB par habitant (\$ US courants) : 832,9¹⁵

Croissance du PIB (annuel) : 2,5% (2022)¹⁶

Inflation, prix à la consommation (annuel) : 14,1%¹⁷

Principales exportations (2022) :¹⁸

Or : 75,6% ; Coton : 11,9% ; Graines et fruits oléagineux : 2,8%

Sécurité alimentaire & nutrition¹⁹

¹² RGPH 2019

¹³ RGPH 2019 op cit

¹⁴ RGPH 2019 op cit

¹⁵ Données sur les comptes nationaux de la Banque Mondiale et fichiers de données sur les comptes nationaux de l'OCDE.

¹⁶ Banque Mondiale, Avril 2023

¹⁷ Rapport national volontaire (2016-2022) du Burkina Faso

¹⁸ INSD: Note trimestrielle sur les statistiques du commerce extérieur Janvier 2023

¹⁹ Analyse IPC de la malnutrition aiguë, AOÛT 2021 – Juillet 2022

Malnutrition aiguë sévère (MAS) : **179 252**

Malnutrition aiguë modérée (MAM) : **519 775**

Nombre d'enfants de 6-59 mois malnutris aigus ayant besoin d'un traitement : **699 027**

Femmes enceintes ou allaitantes malnutries aiguës ayant besoin d'un traitement : **163 000**

Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire : **3,5 millions** (soit **16%** de la population totale).

CHAPITRE 1 : CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT DU PAYS

1.1 Politique et Institutions

Le Burkina Faso est confronté depuis 2015 à une grave crise sécuritaire qui a conduit à une crise humanitaire, sociale et économique sans précédent. A cela s'ajoute les changements institutionnels avec les deux coups d'État survenus en 2022 qui ont posé quelques défis au fonctionnement de l'État et au soutien apporté par les partenaires au développement.

Le pays est durement touché par l'extrémisme violent et est désormais considéré comme le nouvel « épicentre » de la crise au Sahel. L'insécurité a causé des milliers de morts et de blessés, des pertes importantes des moyens d'existence, la fermeture de milliers d'écoles et de centres de santé, des dégâts matériels et infrastructurels, des déplacements importants de population (plus de 2 millions de personnes déplacées) et une accessibilité limitée à certaines zones. La détérioration de la situation sécuritaire a entraîné une grave crise humanitaire et fait peser des menaces importantes sur la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Burkina Faso.

1.2 Aperçu macroéconomique

La situation économique du Burkina Faso reste marquée par cette double crise sécuritaire et humanitaire, ces changements institutionnels au sommet de l'Etat et un contexte géopolitique et économique mondial peu favorable. L'économie Burkinabè a tout de même été résiliente en 2022 avec un taux de croissance annuel du PIB de 2,5%, qui est toutefois mitigé sur le plan social par le taux d'inflation record de 14,1% observé en 2022 (la plus élevée de la zone UEMOA). Ce contexte économique difficile pose un défi majeur aux pouvoirs publics, qui non seulement doivent faire face aux problèmes sécuritaires et humanitaires, mais également prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la vie chère et assurer la disponibilité des denrées de première nécessité sur toute l'étendue du territoire.

Les projections économiques futures restent incertaines du fait des risques liés à la situation sécuritaire, la tendance baissière de l'activité minière (-13,6% en 2022) à la suite de la fermeture de plusieurs mines et les menaces pesant sur l'activité agricole, y inclus la vulnérabilité croissante aux changements climatiques.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement de Transition a lancé en janvier 2023 le Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD) 2023-2025, qui définit les priorités nationales pour la période de Transition, en se basant sur le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES II). Le PA-SD vise à répondre à la crise multidimensionnelle que traverse le pays, en s'appuyant sur les quatre axes prioritaires suivants : (i) la sécurité et la restauration de l'intégrité

territoriale, (ii) la réponse humanitaire, (iii) l'amélioration de la gouvernance et (iv) la réconciliation nationale et la cohésion sociale. Le PA-SD a servi de base à l'élaboration du nouveau cadre de coopération intérimaire UNIDAP 2023-2025 du Système des Nations Unies (SNU) au Burkina Faso.

1.3 Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire a toujours été au cœur des préoccupations des gouvernements du Burkina Faso. Cependant, malgré les efforts consentis, l'insécurité alimentaire reste un défi important. La pauvreté, la faible productivité agricole, l'inflation galopante, le défi sécuritaire, les déplacements massifs des populations et les chocs climatiques ont entravé la disponibilité et l'accessibilité de denrées alimentaires adéquates. Environ 3,5 millions de Burkinabè sont susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire aiguë et d'avoir besoin d'une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence en 2023. Seulement 53,1% de ménages burkinabè ont un score de consommation alimentaire acceptable en 2022. De même, la malnutrition chronique chez les enfants de moins cinq ans demeure une préoccupation majeure malgré une tendance à la baisse ; 21,6% des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent de malnutrition chronique en 2022. La cartographie de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle met en exergue d'énormes disparités entre les provinces à fort défi sécuritaire et celles qui sont relativement plus sécurisées.

1.4 Environnement et changement climatique

Le Burkina Faso fait face à de nombreux défis environnementaux tels que la déforestation, la désertification, la dégradation des sols, l'ensablement et la pollution chimique des cours d'eau ainsi que les effets néfastes du changement climatique sur la production agro sylvo pastorale, halieutique et faunique qui se caractérise par la tendance baissière des précipitations, la tendance haussière des températures et la récurrence des phénomènes météorologiques extrêmes (inondations, sécheresses, vents violents). Des modes de production et de consommation non durables constituent les catalyseurs potentiels de la dégradation de l'environnement et du changement climatique. Cette situation affecte sévèrement les conditions de vie des populations et exacerbe les conflits.

Le changement climatique est étroitement lié aux inégalités économiques. Les habitants du Burkina Faso dépendent presque entièrement de la terre pour subvenir à leurs besoins. Environ 80% de la population burkinabè trouve ses moyens d'existence dans la production agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique. Ces activités anthropiques accélèrent la dégradation des forêts et des sols et amplifient l'impact nocif du changement climatique.

Cependant, le Burkina Faso dispose d'un cadre institutionnel solide qui éclaire une gouvernance environnementale résiliente aux multiples défis susmentionnés. Le pays a initié une transition énergétique avec le développement de centrales solaires. Le financement alloué au changement climatique reste cependant faible.

1.5 Exclusion sociale

La crise sécuritaire combinée au niveau record d'inflation enregistré en 2022 (notamment la hausse des prix des denrées alimentaires) a engendré une dynamique à la hausse des niveaux de pauvreté au Burkina Faso et une dégradation des conditions de vie des populations, notamment dans les zones rurales et les régions affectées par l'insécurité. Au-delà de ces défis socio-économiques, le pays est également confronté à diverses crises notamment des tensions intercommunautaires, des conflits fonciers, des problèmes de chefferie, des problèmes intra et inter-religieux, l'incivisme et des mouvements sociaux mettant ainsi à mal la cohésion sociale, la paix et le vivre-ensemble. Le risque d'effritement de la cohésion sociale et de la paix constitue une menace pour la stabilité du pays et la bonne marche des institutions républicaines. Pour parer à ce risque, le Gouvernement a entrepris des initiatives pour renforcer le dialogue intra et inter-religieux, intercommunautaire et le dialogue avec les partenaires sociaux, afin de trouver des solutions durables aux problèmes liés au foncier et à la chefferie traditionnelle afin de garantir une cohésion sociale entre les communautés.

1.6 Paysage financier

La question de mobilisation des ressources pour le financement du plan national de développement (et des ODD plus généralement) demeure critique au regard des nombreux défis auquel fait face le pays, la pression croissante exercée sur les finances publiques en raison de l'augmentation des dépenses

de sécurité et de défense (28,4 % des dépenses publiques prévue en 2023) et l'inflation galopante (14,1%) qui sévit notamment le renchérissement des prix des denrées alimentaires. L'état des finances publiques du pays est assez préoccupant, dans un contexte marqué par une dégradation de la note souveraine du pays (maintenue à CCC+ par S&P), une baisse des appuis budgétaires fournis par les partenaires au développement et plus généralement un rétrécissement accru des financements extérieurs. Le pays fait face à un risque réel d'épuisement financier et des actions urgentes devraient être prises pour renforcer la résilience financière du pays et la stabilisation de l'économie.

Ces nombreux défis fragilisent davantage l'économie Burkinabè, déjà très dépendante de l'aide étrangère. L'Aide Publique au Développement (APD) au Burkina Faso représente une part importante (quoique décroissante) du budget de l'état: la part de l'APD dans le budget de l'état est passée de 15,4% en 2020 à 12,3% en 2021 avant de s'établir à 9,9% en 2022, enregistrant son niveau le plus faible sur les cinq dernières années. Toutefois, l'APD représente toujours une part significative du budget d'investissement de l'Etat, soit 35,5% des dépenses publiques en capital en 2022²⁰.

Pour faire face à cette situation financière fragile, le pays a initié en 2022 (avec le soutien du SNU) l'élaboration du Cadre National de Financement Intégré (CNFI) pour le développement durable, visant à le doter d'une stratégie et des outils nécessaires pour la mobilisation de ressources financières à la fois intérieures et extérieures, et publiques et privées, requises

²⁰ Rapport sur la coopération pour le développement 2022

pour la mise en œuvre de son agenda de développement. La première phase du processus d'élaboration du CNFI (soutenu par le SNU) conclu en 2022 a permis de faire une évaluation des enjeux, défis et perspectives du financement du développement dans le pays et de mettre en lumière les diverses opportunités de mobilisation de ressources dont le pays pourrait bénéficier pour combler son déficit de financement du développement.

CHAPITRE 2 : SOUTIEN DU SYSTEME DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES AUX PRIORITES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT

2.1. Les quatre piliers du cadre de coopération (inclure le Visuel du rapport biennuel précédent)

Pilier 01 : Renforcer l'efficacité des institutions, assurer l'accès équitable à la justice pour tous et l'Etat de droit (ODD1 ; ODD2 ; ODD3 ; ODD5 ; ODD8 ; ODD10 ; ODD11 ; ODD16 ; ODD17)

Pilier 02 : Créer les conditions pour une agriculture durable en vue de l'amélioration de la sécurité nutritionnelle & alimentaire et renforcer la résilience des populations (ODD1; ODD2; ODD3; ODD6; ODD11; ODD12; ODD13; ODD17)

Pilier 03 : Contribuer à l'éradication de la pauvreté multidimensionnelle (ODD1; ODD2; ODD3; ODD3; ODD4; ODD5; ODD6; ODD7; ODD8; ODD9; ODD10; ODD11; ODD12; ODD13; ODD15; ODD17)

Pilier 04 : Prévenir les risques climatiques et renforcer la préparation aux urgences

Depuis 2020, le pilier 4 a été absorbé dans le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) et certaines activités dans le pilier 3, pour les activités liées à la préparation.

2.2. Aperçu des résultats du cadre de coopération

2022 a été marqué principalement par des changements institutionnels dus aux deux coups d'états, une instabilité sécuritaire, une amélioration de la propagation de la COVID-19 et les conséquences de la guerre Russo-Ukrainienne. Le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD) a continué à être mis en œuvre, en alignement avec les plans nationaux de développement (PNDES et PA-SD).

Les principaux résultats engrangés dans le cadre du PNUAD se présentent comme suit :

En matière de soutien à la sécurité, à la justice et à la cohésion sociale :

- ✚ Plus de **55 000** personnes composées de civils, Force de Défense et de Sécurité (FDS), de magistrats, d'humanitaires et de personnels UNDSS ont été formés à la sensibilisation aux Risques liés aux Engins Explosifs Improvisés (EEI) et à la judiciarisation des preuves recueillies sur les champs d'opérations militaires et à la lutte contre la corruption ;
- ✚ Plus de **17 500** personnes des zones cibles bénéficient d'un meilleur accès à la justice à travers la mise en place des cliniques juridiques ;

- ✚ **767** détenus parmi lesquels 88 femmes, 115 mineurs, ont bénéficié d'assistance juridique à travers un dispositif d'aide légal mis en place au niveau des prisons ;
- ✚ Plus de **1 500** acteurs communautaires ont été sensibilisés et formés sur l'engagement communautaire en matière de lutte contre le trafic illicite de drogues, la corruption, la relation entre les populations, les FDS et les acteurs judiciaires et l'accès à la justice ;
- ✚ **748** membres des structures locales de médiation et d'intercession ainsi que des organisations faïtières des confessions et des autorités administratives et politiques ont été renforcées en techniques de plaidoyer, de prévention et de gestion des conflits ainsi qu'en promotion de la tolérance et du vivre ensemble.
- ✚ **1 014** jeunes ont été formés sur les compétences de vie courante, la mobilisation sociale, la prévention et la gestion de conflits conformément aux résolutions 1325 et 2250 des Nations Unies ;
- ✚ **60** cellules de surveillance et d'alerte sur les discours de haine et de stigmatisation ont été mises en place.

En matière de relance économique :

- ✚ **4 011** groupes d'épargne (dont **84 534** membres composés à majorité de femmes et de jeunes filles) ont été créés et **307 196 965 FCFA** d'encours d'épargne ont été mobilisés au sein de ces groupes d'épargne.
- ✚ **53 647** femmes et jeunes filles ont reçu une éducation financière par le biais du digital et ont été financièrement incluses dans le circuit formel de l'économie.

- ✚ **277 097 100 FCFA** de prêts ont été accordés à **84 534** femmes membres de Groupe d'épargne pour la réalisation des Activités Génératrices de Revenu (AGR).
- ✚ **54 400** jeunes, adolescents et femmes ont été formés en éducation financière, gestion des AGR et en entrepreneuriat simplifié.
- ✚ **700** femmes ont bénéficié du soutien aux initiatives de promotion et de création des AGR et pour les besoins de subsistance à travers le transfert monétaire.
- ✚ Près de **11 000 hectares** de bas-fonds rizicoles et périmètres maraichers avec puits et système d'irrigation économe ont été aménagés au profit de producteurs agricoles.
- ✚ Plus de **8 200 hectares** de terres dégradées ont été restaurés à des fins agricoles et pastorales et 25 bassins d'eau ont été construits pour améliorer l'irrigation et l'alimentation du bétail.
- ✚ **166** collaborateurs (dont 40,96% de femmes) de 20 nationalités ont été mobilisés par le programme Volontaires des Nations Unies en appui à 14 agences/entités de l'ONU.

En matière de protection sociale :

- ✚ **Plus de 230 700** écoliers ont bénéficié de rations alimentaires.
- ✚ Près de **140 600** enfants âgés de 6 à 59 mois et **57 000** femmes et filles enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée ont été pris en charge avec des aliments nutritifs spécialisés.

- ✚ Près de **130 000** enfants âgés de 6 à 23 mois ont bénéficié dans le cadre de la prévention et la lutte contre la malnutrition chronique, de suppléments nutritionnels à base de lipides.
- ✚ **1,2 million** de personnes ont bénéficié d'aide à travers la fourniture de rations alimentaires à 50% et 75% et des rations CBT (Cash By Transfer) à 100%.
- ✚ **75 100** enfants âgés de 6 à 23 mois et **55 660** femmes et filles enceintes et allaitantes ont bénéficié d'assistance en matière de prévention de la malnutrition.
- ✚ Plus de **115 000** femmes victimes de fistules et de complications obstétricales ont été prises en charge et ont bénéficié de services du dispositif minimum d'urgence.
- ✚ **78 511** personnes bénéficient d'un traitement antirétroviral.

Grâce à l'appui conjoint du SNU et de ses partenaires, les groupes vulnérables, notamment les Personnes Déplacées Internes (PDI), les Femmes, les enfants et les personnes vivants avec un handicap ainsi que les personnes migrantes de retour sur le territoire, ont bénéficié des opportunités de développement d'activités génératrices de revenus, notamment dans le secteur agricole et le commerce ainsi qu'une protection sociale accrue.

En matière de mobilisation de ressources financières, le SNU au Burkina Faso a pu mobiliser en 2022 un total de **580 364 708 USD** (soit près de **348 milliards** de FCFA) de budget annuel avec un taux de mise en œuvre financier de **61%**.

Après quatre ans de mise en œuvre, l'Équipe Pays des Nations Unies au Burkina Faso en consultation avec les autorités, a procédé à l'évaluation finale indépendante du PNUAD 2018-2022 de mars à août 2022. Cet exercice se justifie par la nécessité de rendre compte des résultats obtenus par la mise en œuvre du PNUAD, de déterminer la contribution effective des Agences des Nations Unies au développement socio-économique et environnemental et à l'atteinte des ODD au Burkina Faso, de dégager les bonnes pratiques et de formuler des recommandations pour accroître la performance du prochain cadre de coopération.

Le UNCT et le Bureau du Coordonnateur résident du SNU ont également mené des consultations avec le Gouvernement, la société civile, le secteur privé et les PTF afin de recueillir leurs avis ; ce qui a permis d'élaborer le document du Bilan Commun de Pays et de discuter des axes prioritaires pour le nouveau Plan d'Action Intérimaire des Nations Unies pour le développement durable (UNIDAP).

2.3. Priorités, résultats et produits du Cadre de coopération

Dans le cadre de la mise en œuvre du PNUAD, le SNU a poursuivi ses interventions en matière d'appui à la relance socio-économique et la réponse humanitaire, avec un accent particulier sur la relance économique et la résilience des populations les plus vulnérables à travers **148** projets et programmes mis en œuvre en 2022 où les femmes et les jeunes ont été ciblés dans plusieurs activités, notamment dans le cadre de la protection sociale et de la réintégration sociale.

2.3.1. Pilier 01 : Renforcer l'efficacité des institutions, assurer l'accès équitable à la justice pour tous et l'Etat de droit

La priorité du Gouvernement et de ses partenaires ces dernières années a été la reconquête du territoire et la restauration de l'Etat de droit afin de garantir un accès équitable aux services sociaux de base de qualité et à une justice pour tous en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des institutions, des acteurs étatiques et des leaders d'opinion. Avec la conviction que des capacités institutionnelles renforcées permettent de lutter entre autres contre l'impunité, les crises et les tensions sociales et de consolider les bases d'une gouvernance participative, la sécurité de tous ainsi que la cohésion sociale.

En 2022, le SNU a travaillé à l'atteinte des objectifs de ce pilier en alignement avec ceux du Gouvernement à travers différentes actions menées. L'expertise technique et financière a donc été déployée pour soutenir les politiques publiques, le renforcement des capacités institutionnelles et des acteurs dont quelques actions et résultats sont énumérés ci-dessous :

Dans le cadre de la **protection des droits humains** dans un contexte de crise, l'appui technique et financier du SNU a permis au Burkina Faso de se conformer à ses engagements au plan international sur la protection des droits humains sur la production de 06 rapports dus (Examen Périodique Universel – EPNU et des organes des traités, convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, Pacte International sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels - PIDESC, Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques – PIDCP, et Commission Africaine des Droits de

l'Homme et des Peuples – CADHP) et de renforcer les capacités des FDS en matière technique, en infrastructures et équipements pour une meilleure couverture sécuritaire du maillage territorial et une réponse plus adéquate aux demandes des populations. A cela s'ajoute l'installation de 6 portiques de désinfection contre la COVID-19 au niveau des établissements pénitentiaires et des juridictions, de même que des machines de couture pour la production de masques en milieu carcéral.

Une campagne de communication pour susciter des candidatures féminines pendant les recrutements aux différents corps des FDS et de la justice a été également organisée. Dans le même cadre, le Burkina Faso a reçu le prix genre du G5 Sahel initié par le G5 Sahel avec l'appui du SNU.

Cet appui a permis également le renforcement des capacités de budgétisation sensible au genre des cadres administratifs et des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (MATDS) par l'appropriation du référentiel de principes et standards et des mécanismes d'application ainsi que le renforcement des capacités de prise en charge des victimes des Violences Basées sur le Genre (VBG) à travers un processus d'élaboration d'un curriculum de formation de base pour la police et la gendarmerie et de suivi de curriculums des formations spécifiques.

Grâce au Programme Cohésion Sociale, Sécurité et Etat de Droit (COSED), plus de **17 500** personnes des zones cibles ont bénéficié d'un meilleur accès à la justice à travers la mise en place de deux nouvelles cliniques juridiques portant le nombre de cliniques fonctionnelles à 5 dans 5 régions.

Aussi, grâce au dispositif d'assistance juridique animé par dix volontaires des Nations Unies Paralégaux et déployé au niveau des établissements pénitentiaires de trois régions (Bobo-Dioulasso, Fada N'Gourma et Ouagadougou), 767 détenus parmi lesquels 88 femmes et 115 mineurs ont bénéficié d'aide juridique à travers 2 219 entretiens avec les détenus dont 125 mineurs et 135 femmes et 302 entretiens réalisés avec les autorités judiciaires.

A cela s'ajoute le renforcement de capacités de **40** femmes membres des structures locales de médiation et d'intercession des 13 régions ainsi que **708** membres des organisations faïtières des confessions et des autorités administratives et politiques des 12 régions du pays en techniques de plaidoyer, de prévention et de gestion des conflits ainsi qu'en promotion de la tolérance et du vivre ensemble pour accroître leur contribution dans les actions de prévention et de gestion des conflits communautaires. En matière de renforcement de l'engagement communautaire dans la lutte contre le trafic illicite de drogue, la corruption, la relation entre les populations, les FDS et les acteurs judiciaires et l'amélioration de l'accès à la justice, **08** VNU Communautaires ont été déployé dans **8** communes.

Le projet de préparation aux désastres et crises sanitaires et réponse d'urgence aux problèmes critiques d'accès aux soins de santé primaires des populations affectées par la crise humanitaire au Burkina Faso a contribué au renforcement des capacités des acteurs institutionnels dans le secteur de la santé et dans les régions les plus affectées par la crise humanitaire, pour être préparés et pouvoir répondre efficacement aux

risques et chocs, incluant les désastres et les crises sanitaires dans le pays.

Pour atténuer la menace que représentent les EEI pour les communautés, plus de **32 000** membres de communautés et **1 900** humanitaires ont bénéficié de sessions d'éducation aux risques et **260** humanitaires et personnels de UNSS ont été formés à la sensibilisation sur la menace posée par les EEI. Pour répondre au besoin de protection aussi bien des civils que des FDS, environ **700** personnels FDS ont été formés en fouille opérationnelle, enquête post explosion, gestes de premiers secours et neutralisation et destruction d'engins explosifs. Dans **06** régions, la chaîne de commandement a bénéficié de sensibilisation à la menace des EEI.

En 2022, dans le cadre du programme de renforcement de la santé publique aux frontières, 5 dispositifs WASH (dont 4 forages et un système de contrôle des migrants et de collecte des données sanitaires) ont été appuyé dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre Est, du Centre Sud et des Cascades pour prévenir les maladies à potentiel épidémique de portée transnationale. Dans ce cadre, **09** modules de formations qui prennent en compte les questions de droits de l'Homme et du genre notamment sur la COVID-19, la détection des maladies, le rôle et la protection des agents de première ligne ont été développés. Deux manuels de procédures standards opérationnelles ont été élaborés et mis à la disposition des acteurs étatiques pour la gestion des épidémies aux frontières et dans les milieux carcéraux.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, **06** chaînes de commandement régionales et plus de **55 000** personnes

composées de civils, de Force de Défense et de Sécurité, d'humanitaires et de personnels UNDSS ont été formés à la sensibilisation aux Risques liés aux Engins Explosifs Improvisés. **375** personnels, **17** équipes de FSI et **20** formateurs FDS ont également été formés en Fouille opérationnelle avancée, en Enquête post explosion et premiers secours puis équipées de kits.

Aussi, pour une meilleure efficacité dans le traitement des dossiers liés aux affaires terroristes, le SNU a accompagné le développement de procédures opérationnelles standardisées (POS) sur le recueil, la préservation et le partage des informations collectées dans les zones de conflit par le personnel militaire.

480 agents de santé et acteurs communautaires ont bénéficié de renforcement de capacités sur la gestion massive des blessés, du stress et du soutien psycho-social et la surveillance des maladies à potentiel épidémique.

Dans la même veine, des appuis ont été apportés au Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) et aux Comités Régionaux de Secours d'Urgence (CORESUR) dans l'élaboration des plans de contingence sur la préparation des populations à la Prévention et à la préparation et réponse aux crises humanitaires dans les régions frontalières (Hauts Bassins, Cascades et Boucle du Mouhoun).

Trois coordinations communales de sécurité ont été renforcées dans la région des Cascades dans l'élaboration des plans de co-production de sécurité triennaux. Des exercices de grandeurs natures ont été simulés pour permettre aux populations et

autorités de tester leur résilience et leur capacité en cas de crise.

En outre, le SNU a contribué à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base notamment à l'éducation, à la santé et à l'eau potable à travers des appuis en construction/réhabilitation d'une vingtaine d'infrastructures dans les régions du Sahel et du Centre Nord. Aussi, plus de **500** jeunes ont bénéficié d'opportunité de formation qualifiante dans des secteurs porteurs de sorte à favoriser leur insertion socio professionnelle. Au niveau local, des actions de formation et de sensibilisation dans **07** communes dans l'Est, le Sahel et le Centre Nord ont visé la promotion de la gouvernance inclusive ainsi que de la cohésion sociale. Des soutiens techniques et matériels ont été apportés aux structures de l'Etat en charge de la Prévention et de la gestion des conflits communautaires, tant au niveau central que déconcentré.

En 2022, **294** migrants de retour ont bénéficié d'assistance au retour volontaire et à la réintégration dans leurs communautés d'origine. Par ailleurs, la construction d'un centre d'accueil et de prise en charge des migrants de retour a été démarré.

2.3.2. Pilier 02 : Qualité, cadre de vie et accès équitable aux droits sociaux

Le deuxième pilier du cadre de coopération a pour objectifs de créer les conditions pour garantir un accès équitable des services sociaux de base en vue d'améliorer la sécurité nutritionnelle et alimentaire et renforcer la résilience des populations.

L'atteinte des objectifs de ce pilier nécessite des actions concomitantes et multisectorielles, permettant l'amélioration

des services sociaux de base à savoir l'éducation et la formation professionnelle, la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement ainsi que l'autonomisation des femmes. Le SNU a accompagné le Burkina Faso pour assurer à davantage d'enfants et de personnes vulnérables, particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap, d'avoir accès et au maintien à des services sociaux de base. Cet accompagnement a permis d'obtenir des résultats clés suivants :

Le projet d'amélioration de l'accès à des services de santé essentiels de qualité indépendamment du genre, de l'âge ou d'un handicap a permis d'assurer l'accès aux soins de santé primaires intégrant la santé sexuelle et reproductive des populations vulnérables de 4 régions (Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, Nord, Sahel) touchées par le COVID-19 dans un contexte de crise humanitaire. Au total, **568 413** bénéficiaires ont eu accès aux soins de santé curatifs, préventifs et promotionnels, incluant les femmes, les jeunes filles et les adolescentes ainsi que la mise à disposition des médicaments et matériels médicotechniques y compris les intrants de laboratoires facilitant l'offre des soins de santé et Sexuelle et Reproductive dans **49** formations sanitaires et **24** laboratoires d'analyse COVID-19.

Les actions conjointes du SNU et de ses partenaires ont permis d'assurer l'offre en soins de santé primaires à **278 399 personnes** à travers les formations sanitaires de **soins de santé primaires** y compris la santé sexuelle et reproductive et la santé mentale et **251 458 bénéficiaires** à travers les postes médicaux avancés mis en place dans les zones d'accueil des PDI y compris le dépistage de la malnutrition chez **24 548** enfants PDI de 6 à 59 mois, **1 482** femmes enceintes et allaitantes et la

vaccination de **12 704** enfants de 0 à 23 mois ainsi que la distribution des MILDA à **17 926** PDI dont **3 168** femmes enceintes.

1 134 formations sanitaires du niveau périphérique du système de santé ont été dotées en aides mémoires PISA pour la mise en œuvre des activités de sensibilisation sur la nutrition maternelle et infantile.

1112 prestataires formés sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence.

618 élèves en Licences en Sciences Infirmières et Obstétricales (LSIO) 2 et 3 ont été formés dans le cadre de la standardisation de compétence dans le domaine des soins obstétricaux et néonataux d'urgence, planification familiale et fistules obstétricales.

841 prestataires de soins (Médecins, sages-femmes, ME, AA, AB, infirmiers) ont été formés sur la planification familiale.

108 145 nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives modernes ont été recrutées à travers les stratégies novatrices.

310 femmes victimes de fistules obstétricales ont été opérées.

56 422 cas de complications obstétricales directes ont été pris en charge.

1 433 458 Couples années de protection réalisées²¹.

182 cas de complications et des séquelles de l'excision ont été pris en charge.

60 141 femmes ont bénéficié de services du dispositif minimum d'urgence.

Près de **300** prestataires des régions affectées par la crise sécuritaire et du Centre composés de médecins, sage-femmes, infirmiers ont été formés sur la Prise en charge de l'infection bactérienne grave lorsque la référence n'est pas possible (PIBG : Prise en charge de l'Infection Bactérienne Grave) avec pour cibles les nourrissons de 0 à 59 jours. Ils ont bénéficié également de formation sur les Soins essentiels du nouveau-né et les Soins Maternels Kangourou (SMK et cela a permis d'enregistrer **30 000** nouveaux-nés pris en charge dont **2 500** ont bénéficié de Soins Maternels Kangourou.

Plus de **800 000** personnes ont été sensibilisées à travers les caravanes, les groupes de discussion, le réseau de radios communautaires, sur plusieurs thématiques dont la COVID-19, la santé sexuelle et reproductive notamment la planification familiale et les VBG et plus **de 680** survivants-es de VBG ont bénéficié d'une prise en charge multisectorielle incluant la prise en charge médicale, le soutien psychosocial, le soutien alimentaire, la médiation sociale et l'hébergement.

Par ailleurs, **201** membres des groupements féminins ont été formés sur la VBG, le service disponible et la prise en charge

psychosociale et **500** survivantes de VBG dotées de bons de 20000 FCFA pour l'acquisition de kits d'hygiène et 84 filles excisées ont été prises en charge.

Toujours dans le cadre de l'accès aux services de santé, plus de **115 000** femmes victimes de fistules et de complications obstétricales ont été prises en charge et ont bénéficié de services du dispositif minimum d'urgence. Plus de **560 000** grossesses non désirées, **201 000** avortements à risque et **1 300** décès maternels ont été évités et plus de **13 166** accouchements assistés grâce aux différents projets et programmes.

Pour encourager la fréquentation scolaire particulièrement des filles, plus de **168 100** écoliers (dont 50 % de filles) ont reçu des repas chauds sur place et près de **27 000** écolières ont reçu des rations mensuelles à emporter. Ciblant les provinces du Séno et du Soum de la région du Sahel en raison de leurs très faibles taux en matière d'éducation et de nutrition, plus de **36 000** écoliers (dont 51 % de filles) répartis dans 186 écoles ont été assistés.

Dans le cadre de la promotion de l'accès à l'assainissement, **27** communautés ont été certifiées FDAL et **20** établissements ont bénéficié de soins de santé avec des services de base WASH permettant ainsi de lutter contre les maladies liées à l'hygiène.

La mise en œuvre du projet de réponse à la crise alimentaire dans le Sahel central a contribué à la prévention de la malnutrition chez **5 900** enfants âgés de 6 à 23 mois et **3 600**

²¹ Ce chiffre fait référence au nombre de couples protégés (utilisant un moyen de contraception) sur une période d'un an, basée sur le volume de contraceptifs fournis à travers le programme.

personnes vivant avec le VIH/SIDA grâce à la distribution de bons. Cette action a été combinée à des activités de communication sur les changements sociaux et comportementaux sur la nutrition et les pratiques alimentaires, touchant près de **60 000** personnes.

Dans le cadre de la lutte contre la malnutrition également, plus de **160 000** enfants, filles, femmes enceintes et allaitantes déplacées internes ont bénéficié de rations nutritives de protection, de suppléments en vitamine **A**, en **fer** et **déparasitage**. Près de **140 600** enfants âgés de 6 à 59 mois et **57 000** femmes et filles enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée ont été pris en charge avec des aliments nutritifs spécialisés.

Près de **130 000** enfants âgés de 6 à 23 mois ont également bénéficié, dans le cadre de la prévention et la lutte contre la malnutrition chronique, de suppléments nutritionnels à base de lipides.

2.3.3. Pilier 03 : Croissance inclusive durable, emplois décents et sécurité alimentaire

Ce troisième pilier vise à accroître les revenus des populations, notamment les jeunes et les femmes dans les zones d'intervention (urbaine/rurale) et à encourager les modes de production et de consommation durables.

Il requiert, en outre, une plus grande couverture des populations les plus vulnérables économiquement et socialement (en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les personnes déplacées internes et les migrants de retour) par des mécanismes de protection sociale.

Quelques résultats de l'appui multiforme du SNU à l'atteinte des objectifs de ce pilier sont énumérés ci-dessous.

Dans le cadre du Programme d'Appui à la Résilience économique et climatique des populations au Burkina Faso à travers les Innovations financières et digitales (PARI), **206** agents communautaires ont bénéficié de formation sur la méthodologie épargnée pour le changement pour créer et structurer les groupes d'épargne dans les villages. Ainsi **4 011** groupes d'épargne ont été créés dont **84 534** membres composée à majorité des femmes et jeunes filles et **307 196 965** FCFA d'encours d'épargne mobilisée au sein des groupes d'épargne. **277 097 100** FCFA de Prêts ont été accordés aux **84 534** femmes membres de Groupe d'épargnes pour la réalisation des Activités Génératrice de Revenu en vue non seulement d'assurer la sécurité alimentaire de leur ménage, mais surtout d'assurer les besoins sociaux économiques du ménage.

Dans le cadre du développement économique local, près de **700** femmes ont bénéficié du soutien aux initiatives de promotion et de création des activités génératrices des revenus et pour les besoins de subsistance à travers le transfert monétaire.

L'appui à la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus au profit des femmes porteuses de projets a permis de mobiliser **24,4 millions** de FCFA au profit de **280** femmes porteuses de projets afin de leur permettre de développer leurs AGR.

De même, 600 personnes issues des communautés d'accueil et de retour ainsi que de personnes déplacées internes ont bénéficié de formation technique et en entrepreneuriat ainsi que

de kits d'installation pour initier des AGR dans les régions du Centre Nord et Sahel.

Dans le cadre de l'accroissement de l'autonomisation économique et le leadership des adolescents et jeunes, **54 400** femmes, jeunes et adolescents et formés en éducation financière, gestion des AGR et en entrepreneuriat simplifié.

Pour l'amélioration de la résilience aux changements climatiques, **11 000 ha** de bas-fonds rizières et sites maraîchers ont été mis en valeur au profit de 869 producteurs qui ont bénéficié de 15,7 tonnes de semences vivrières et 60 tonnes d'engrais NPK. **500** producteurs ont également bénéficié de 35 kg de semences maraîchères pour la production maraîchère. **1 980** ménages vulnérables ont également bénéficié de distribution de semences et de fumure organique pour la production végétale. Toutes les interventions ont été accompagnées d'appuis conseil de proximité.

Pour ce qui est de l'appui au relèvement économique et à la résilience des ménages pastoraux et agropastoraux affectés par les aléas climatiques et les crises sécuritaire et sanitaire dues à la pandémie de corona virus à travers la conduite du petit élevage et de l'embouche, **100** producteurs de volailles locales améliorées ont bénéficié de **1100** têtes de volailles, d'abreuvoirs et de mangeoires pour volailles et **100** producteurs de porcs ont bénéficié de **300** têtes de porcs et 15 tonnes d'aliments porcs.

Dans le cadre de la réponse d'urgence et d'appui à des populations vulnérables dans les zones à risque du Burkina Faso, **48 584 ménages vulnérables** ont été appuyés avec une enveloppe de plus de **2,82 milliards de francs CFA** pendant la période de soudure pour améliorer leurs situations alimentaires

afin de protéger leurs moyens de subsistance. Le soutien à l'amélioration de la situation alimentaire et la protection des moyens de subsistance des PDI a permis de mobiliser **621,7 millions de FCFA** pour appuyer **9 485** ménages bénéficiaires au cours de l'année 2022, à travers un cash d'urgence afin de soutenir la situation alimentaire des PDI et leurs populations hôtes.

L'appui à la récupération des terres dégradées et à la réalisation des travaux d'intérêts communs a permis de mobiliser **38,4 millions de FCFA** au profit de **1 200 personnes** pour réaliser des travaux de récupération des terres dégradées dans leurs champs et également des travaux d'intérêts communs (réparation des pistes dégradées, curages des caniveaux...). Environ **43 182** Ha de terres ont été soumis à une gestion résiliente au climat et **14 496** Ha de bassins versants protégés.

Face aux nouvelles vagues de déplacements de la population, le CONASUR a bénéficié d'un soutien continu afin de fournir une assistance immédiate aux personnes nouvellement déplacées. Dans le cadre de ces interventions de réponse rapide, plus de **400 000** nouvelles personnes déplacées ont bénéficié d'aide à travers la fourniture de rations alimentaires à 100% pour couvrir entièrement les besoins caloriques quotidiens minimums des bénéficiaires (2 100kcal/jour/personne) pendant une période de 15 jours. Pendant la période de soudure 2022, **1,2 million** de personnes ont bénéficié d'aide à travers la fourniture de rations alimentaires à 50% et 75% et des rations CBT à 100% pendant une période de quatre mois.

1,3 million de personnes (dont plus de **802 400** personnes déplacées à l'intérieur du pays et **13 800** réfugiés maliens) ont

bénéficié d'une aide d'urgence inconditionnelle composée de vivres en nature, de transferts monétaires ou mixtes pour les aider à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.

2.4. Aperçu financier et mobilisation des ressources

2.4.1. Aperçu financier

Le SNU au Burkina Faso a mobilisé en 2022 un financement total de **580.4 millions USD** contre **398 millions USD** en 2021, soit une hausse de **46%** en termes de mobilisation de ressources. Le taux d'exécution financière en 2022 a été de **61%**, soit près de **355.4 millions USD** dépensés.



Montant mobilisé (US\$) 2022
580.4 M



Montant dépensé (US\$) 2022
355.4 M

Source : Résultats de l'analyse de données collectées auprès des agences SNU

A un niveau plus désagrégé, la répartition des fonds dépensés par ODD à travers la mise en œuvre des projets et programmes en 2022 fait ressortir une prédominance des ODD 1, 2, 3, 5, 16, et 17 dans les flux de financements reçus. Ces six ODD ont attiré l'essentiel du montant dépensé par le SNU en 2022, soit **89.4%** du total des fonds dépensés.

49.2% des fonds dépensés sont allés vers l'ODD 2 sur l'éradication de la faim et la sécurité alimentaire. L'ODD 3 (Santé), l'ODD 16 (paix), l'ODD 1 (pauvreté), l'ODD 5 (genre), et

l'ODD 10 (inégalités) ont quant à eux attiré respectivement **12.6%, 5.7%, 5%, 4.7% et 2,2%** des fonds dépensés.

Les partenariats (ODD 17), tant à la fois inter-agences SNU qu'avec les partenaires extérieurs, a représenté **12.2%** des financements en 2022, démontrant ainsi la mise en œuvre effective de cet ODD par le SNU au Burkina Faso.

La répartition des fonds dépensés par ODD est représentée par le graphique ci-dessous.

(Graphique à faire selon le modèle ci-dessous)

Graphique 1 : Répartition des dépenses du SNU par ODD



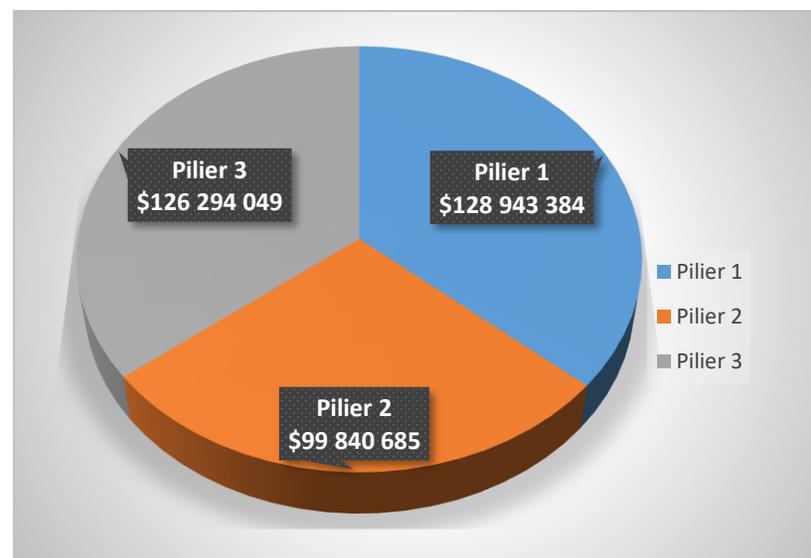
ODD	Dépensé	%
ODD 1	17 857 779	5,0%
ODD 2	174 832 975	49,2%
ODD 3	44 596 019	12,6%
ODD 4	2 636 194	0,7%
ODD 5	16 769 746	4,7%
ODD 6	1 850 968	0,5%
ODD 7	1 157 972	0,3%

ODD 8	4 343 824	1,2%
ODD 9	4 025 438	1,1%
ODD 10	7 980 463	2,2%
ODD 11	2 255 309	0,6%
ODD 12	4 838 869	1,4%
ODD 13	4 354 346	1,2%
ODD 14	0	0,0%
ODD 15	4 086 743	1,2%
ODD 16	20 077 774	5,7%
ODD 17	43 413 697	12,2%
Total	355 078 117	100,0%

Source : Résultats de l'analyse de données collectées auprès des agences SNU

En termes d'atteinte des objectifs par pilier du PNUAD, le **pilier 1** a reçu plus de fonds avec **36.3%** du montant total des dépenses, ensuite le **pilier 3** avec **35.6%** et le **pilier 2** avec **28.1%** du montant total dépensé. Le graphique ci-dessous illustre la répartition du montant total dépensé par pilier.

Graphique 2 : Répartition des dépenses du SNU par pilier du PNUAD



Source : Résultats de l'analyse de données collectées auprès des agences SNU

2.4.2. Mobilisation des ressources

Bien que la mobilisation des ressources en 2022 ait connu une forte hausse par rapport à 2021, le contexte sociopolitique et sécuritaire, caractérisé par des besoins humanitaires, économiques, sociaux et sécuritaires immenses et sous-financés, couplés aux perturbations générées par la guerre Russo-Ukrainienne, a eu un impact sur la mobilisation de fonds requis. Cela a eu des conséquences sur l'aide au développement et les priorités des donateurs, qui a impacté la capacité de l'Equipe Pays des Nations Unies à mobiliser toutes les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du plan cadre de coopération.

Pour atténuer ces difficultés de mobilisation de fonds, l'Équipe Pays prévoit le développement d'une stratégie de mobilisation des ressources ainsi qu'un plan d'actions et de partenariats stratégiques pour la mise en œuvre de son nouveau cadre de coopération intérimaire (UNIDAP).

Les fonds mobilisés par le SNU en 2022 (**580.4** millions USD) proviennent essentiellement de ses cinq plus grands donateurs que sont : l'Union Européenne (**84.8M**), l'Allemagne (**82M**), les Etats Unis (**75.2M**), le Canada (**72.3M**), et le Gouvernement du Burkina Faso (**72.1M**).

Il est à noter également qu'une part importante du financement reçu par le SNU en 2022, soit **18.6%** du financement total reçu, est faite des financements inter-agences (dans le cadre notamment de mise en œuvre conjointe de projets), matérialisant ainsi l'approche ONE UN préconisée.

Le SNU au Burkina Faso a bénéficié également en 2022 des financements de quelques fonds mondiaux tels que le Peace Building Fund (**11.3M**), le Contingency Fund for Emergencies – CFE (**9.3M**), le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires – CERF (**4.2M**) et le Fonds pour l'environnement mondial – FEM (**2.4M**).

La liste des bailleurs de fonds du SNU en 2022 inclut par ailleurs un partenaire du secteur privé, la société minière IAMGOLD Essakane SA, qui a octroyé un financement de **1.8M** au SNU en 2022. La mobilisation des fonds auprès du secteur privé constitue un axe stratégique à développer davantage dans le cadre de l'UNIDAP.

2.5. Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : Pertinence et adaptabilité, cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

Pertinence et adaptabilité

Le PNUAD est pertinent et ses piliers d'impact ont été alignés aux priorités nationales notamment les axes du PNDES, aux engagements régionaux et internationaux tels que la CIPD, les accords de Maputo, la vision 2063 de l'Union Africaine et les ODD. En outre, ses résultats attendus sont alignés sur les orientations de la convention CEDAW. L'alignement des piliers du PNUAD aux axes du PNDES soutenu par l'analyse du contexte humanitaire et de développement via les Analyses Communes de Pays (CCA) a significativement favorisé la planification et l'adaptation des interventions pour répondre aux préoccupations du Gouvernement et des populations. L'accent a été mis sur le renforcement des institutions, le renforcement des ressources humaines et des infrastructures, l'appui à la gouvernance inclusive et le système de gestion économique.

Dans sa conception et sa mise en œuvre, l'UNCT a identifié des leviers structurels et des moteurs de changement qui concourent à réduire les vulnérabilités notamment à travers l'adoption de l'approche participative, avec un ciblage des communautés pour des activités de résilience combinées aux aspects de protection sociale, afin de soutenir le principe de « Ne laisser personne de côté ».

L'évaluation dénote que l'UNCT a apporté une contribution stratégique dans la lutte contre les VBG, le VIH et maladies infectieuses, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre des documents normatifs tels que les directives sur les

approches de services différenciées, le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2021-2030) et le Plan stratégique de lutte contre les hépatites virales (2017-2021).

Coordination et cohérence

L'UNCT a significativement développé la complémentarité et la synergie avec les interventions des agences à la conception du PNUAD notamment dans la répartition des interventions par pilier et l'implication des agences et ministères sectoriels. Ce qui a permis à chaque agence de définir son CPD aligné sur le PNUAD. En s'appuyant sur le leadership du Coordonnateur Résident, la complémentarité et les synergies d'action ont été soutenues durant la mise en œuvre du PNUAD via les rencontres régulières de l'UNCT, le One-UN, les rencontres de dialogue humanitaire, les Plans de Travail Annuels (PTA) conjoints et le travail en équipe via les groupes thématiques, l'Operation Management Team (OMT), le Groupe de Travail de Suivi-Evaluation (GTSE), le Groupe de Travail Genre (GTG), le Groupe de Travail Communication (GTC), etc.

Des efforts ont été redoublés par l'UNCT et le Humanitarian Country Team (HCT) en 2022 pour promouvoir une approche de résilience et NEXUS dans la programmation et le renforcement des capacités nationales notamment en définissant des résultats/effets collectifs autour des composantes sécurité alimentaire, nutrition, aléas climatiques, paix et sécurité et la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle. Leur engagement dans des approches inter-piliers et multidisciplinaires pour « ne laisser personne de côté » et pour remédier aux inégalités sous-jacentes que produisent les crises constitue une avancée notable.

Efficacité

Le cadre des résultats du PNUAD est cohérent avec des indicateurs globalement tous SMART. Les cibles d'indicateurs de résultats varient considérablement avec l'évolution du contexte sécuritaire et des crises majeures durant la vie du cadre de coopération. Ce qui rend difficile l'utilisation du système de rapportage « UN Info », puisque les données doivent d'abord être regroupées et désagrégées pour refléter les résultats sur le terrain.

Depuis 2020, le PNUAD est resté dans une logique de réponse humanitaire du fait de la nature et de la durée limitée de la plupart des interventions mises en œuvre. Un accent particulier a été mis sur l'adoption du principe de croissance inclusive avec l'autonomisation des femmes et le développement des solutions durables, qui répondent aux besoins des populations les plus vulnérables en termes d'offres d'opportunités et de moyens de subsistance durables. Toutefois, moins de suivis ont été réalisés. Ce qui pourrait être par exemple à l'origine des disparités observées sur les informations disponibles et la difficulté des agences à remonter ces informations pour la prise des décisions, particulièrement sur le paquet d'interventions liées au renforcement des capacités économiques.

Le PNUAD a significativement contribué à l'amélioration de l'agenda national en matière de prise en compte des priorités des groupes laissés pour compte ou à risque de l'être, surtout les plus vulnérables, en adoptant une approche basée à la fois sur le principe de "ne laisser personne de côté" et sur l'égalité des sexes.

L'alignement des résultats du PNUAD sur les axes du PNDES ayant facilité la planification des interventions, l'engagement et la disponibilité de la partie nationale, la volonté politique du Gouvernement, la coordination globale avec la prise en compte des initiatives conjointes, sont autant de facteurs positifs qui ont soutenu les réalisations majeures enregistrées.

Efficiences

Plusieurs stratégies de gestion ont été développées pour l'atteinte des résultats attendus, notamment les contributions des Groupes de Travail (GT) avec des termes de référence spécifiques tels que les Groupes de Référence (GR), le Groupe de Travail en Planification Stratégique (GTPS), le GTSE, le GTC, les Clusters Interagences et le cadre institutionnel de coordination du PNDES. La présence des bureaux intégrés à Kaya, Dori, Fada N'Gourma, Ouahigouya et Bobo Dioulasso et les projets conjoints (24% des interventions) ont permis d'obtenir des contributions harmonisées qui répondent aux préoccupations des bénéficiaires.

Par ailleurs, l'efficacité du PNUAD est soutenue par l'adoption des bases communes sous l'appui de l'UNOPS, des projets conjoints, du BOS 2.0 et les réformes des hubs régionaux conformément à la directive de planification du Secrétaire Général.

Leçons apprises

Au terme de l'évaluation indépendante du PNUAD réalisée en 2022, de nombreuses leçons ressortent des résultats et conclusions. Les enseignements tirés ont trait à la conception et la mise en œuvre des interventions organisées autour des

piliers du PNUAD. Ainsi, les principales leçons suivantes ont été retenues :

Au niveau de la conception du PNUAD

La structuration d'un programme autour des domaines d'impact prédéfinis facilite le travail conjoint pour l'atteinte des objectifs communs, notamment dans un contexte sociopolitique et sécuritaire mitigé. Cette expérience développée dans la conception du PNUAD a largement facilité non seulement le jeu des rôles et responsabilités des différentes parties prenantes impliquées, particulièrement les agences et les ministères sectoriels, mais aussi et surtout la planification des interventions le long des piliers du programme.

La prise en compte de l'ensemble des composantes (réfugiés, PDI et populations hôtes) dans le financement des projets des bénéficiaires a été un facteur qui a favorisé l'acceptation des déplacés par les populations hôtes et contribué énormément à la cohésion sociale. En effet, l'aide à certains hôtes dans la région de l'Est était conditionnée par l'octroi par celles-ci d'une partie de leurs terres à un déplacé interne pour lui permettre de cultiver. Le financement de certains projets de jeunes était également conditionné par la constitution d'un groupement/association impliquant des PDI, des réfugiés mais aussi des populations hôtes.

Au niveau de la mise en œuvre du PNUAD

Le caractère participatif et l'implication des différentes couches de la population (Leaders communautaires, hôtes, réfugiés, PDI, administrations déconcentrées) ainsi que l'engagement citoyen (à travers le Volontariat, etc.) a permis l'acceptation des projets et autres initiatives par les populations et favorisé l'atteinte des

résultats. Aussi, lors des entretiens individuels et focus group, les acteurs ont salué la bonne implication et souhaité que cela se poursuive. Selon un leader communautaire « il nous a été laissé le soin de s'organiser, de planifier et prioriser par nous-mêmes les activités ».

L'existence de clusters et inter-clusters fonctionnels impliquant les agences du SNU, l'Etat, les partenaires de mise en œuvre, a permis d'assurer la cohérence des interventions des Nations Unies (NU) et des autres acteurs. Ces réunions permettent aux différents acteurs de présenter leurs projets et des réorientations sont faites afin d'éviter la concentration de ceux-ci sur une zone donnée ou le saupoudrage lié au champ très vaste de certains acteurs. Cela permet aux acteurs de ne pas se marcher sur les pieds et aux nouveaux acteurs d'intervenir dans les zones non/ou insuffisamment couvertes.

Travailler dans un environnement fragile et de crise demande de la flexibilité. Les mécanismes de gestion et de coordination adoptés par l'UNCT ont été des déterminants clés des réalisations, compte tenu du nombre de défis énormes causés par l'insécurité dû aux conflits intercommunautaires et les crises majeures comme celle liée à la pandémie de COVID-19 qui ont limité les déplacements et les retards dans la prestation de services aux bénéficiaires.

La mobilisation individuelle des ressources entraîne le non-respect des mandats spécifiques des agences. En effet, plusieurs d'entre elles débordent de leurs missions premières pour intervenir dans d'autres domaines. Cette situation contribue à amoindrir la cohérence des NU. Comme corolaire, plusieurs agences se retrouvent sur la question humanitaire.

Des interventions dans le domaine de la paix, la sécurité, la gouvernance et des appuis à la résilience économique nécessitent des efforts conjoints des acteurs humanitaires et de développement lorsqu'ils travaillent dans un contexte fragile et volatile comme au Burkina Faso. Le rôle déterminant joué par l'UNCT ainsi que les partenaires et les entités gouvernementales a été essentiel pour tirer parti des résultats humanitaires et de développement dans la promotion de la paix et la résilience, tout en fournissant un soutien catalytique aux groupes les plus vulnérables grâce à un effort coordonné autour des projets et collaborations conjointes.

L'engagement et la participation communautaires reposent fortement sur le ciblage des besoins essentiels et des principaux agents de changement. Le SNU a rendu cela possible en donnant plus d'espace aux femmes et aux jeunes, ce qui crée des résultats positifs au niveau des communautés et des ménages. Ceci est fortement perceptible à travers le développement des entrepreneuriats jeunes et féminins.

CHAPITRE 3 : PRIORITES DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNEE 2023

L'année 2022 marquait la fin de la mise en œuvre du PNUAD au Burkina Faso, mais les changements institutionnels dus aux deux coups d'état survenus en 2022 et la transition politique qui s'en est suivie ont conduit à un réajustement et à son extension jusqu'en 2023 et l'adoption d'un nouveau plan cadre intérimaire avec le Burkina Faso (UNIDAP 2023-2025), validé et adopté conjointement avec le Gouvernement en juin 2023. Dans le

contexte actuel difficile marqué par l'insécurité et la crise humanitaire la plus grave que le pays ait connue jusqu'à présent, le SNU continue de s'engager avec les autorités de Transition sur les fronts du développement, de l'aide humanitaire et de la consolidation de la paix.

L'UNIDAP constitue l'offre des Nations Unies pour soutenir les priorités de la Transition et servir la population du Burkina Faso, en particulier les plus vulnérables. Conformément au PA-SD, le SNU vise à fournir une aide au développement suivant quatre piliers que sont Paix, Personnes, Planète et Prospérité, en lien avec les ODD et en mettant l'accent sur la cohésion sociale et la réconciliation comme moyen d'assurer un lien solide entre l'humanitaire, le développement et la paix.

L'UNIDAP prévoit l'engagement systématique des Nations Unies avec les autorités nationales, les parties prenantes ainsi que les partenaires, le secteur privé et la société civile, dans une approche NEXUS Humanitaire-Développement-Paix (HDP), afin de s'assurer que les actions des Nations Unies soient en synergie et en pleine complémentarité avec les efforts entrepris par tous les autres acteurs du développement au Burkina Faso, ceci, pour plus d'efficacité et d'efficience dans l'action et l'impact sur les populations.

A travers ses 05 bureaux régionaux intégrés, dans les régions du Sahel (Dori), du centre-Nord (Kaya), du Nord (Ouahigouya), de l'Est (Fada N'Gourma) et des Hauts Bassins (Bobo-Dioulasso), le SNU vise à adapter ses interventions au profit des populations et des autorités locales en fonction du contexte spécifique, selon l'approche suivante: 1) fournir un appui au retour de l'Etat dans les zones reconquises, en mettant l'accent sur le retour des populations déplacées et les solutions

durables ; 2) appuyer la gestion des crises, livrer l'aide humanitaire et assurer la protection des groupes vulnérables dans les zones encore affectées par l'insécurité ; 3) prévenir les conflits et assurer le renforcement des activités de développement, y compris le renforcement de la capacité de présence de l'État et la fourniture de services essentiels de qualité à la population et le renforcement de la cohésion sociale, dans les zones qui ne sont pas encore affectées par l'instabilité et les attaques violentes.

L'UNIDAP visera également les questions de développement transfrontalier et les facteurs de conflit par le biais d'activités ciblées visant à prévenir et traiter les conséquences du conflit au Burkina Faso et sur les pays voisins, grâce à une approche régionale intégrée, ancrée au niveau local dans les régions frontalières.

Dans un environnement financier qui se rétrécit, l'opérationnalisation et la « transversalisation » de l'approche nexus s'avèrent également être une nécessité pour maximiser l'impact des investissements des acteurs de paix, développement et humanitaires dans les 3 domaines du Nexus. L'UNIDAP, étant centré sur les populations et le principe de « ne laisser personne de côté », devrait contribuer aux résultats collectifs suivants, tels que définis avec les différents acteurs lors de l'atelier sur la mise en œuvre du NEXUS HDP :

- sur le plan de la Gouvernance locale et cohésion sociale, il est envisagé que "d'ici 2025, la consolidation de la paix et la cohésion sociale sont renforcées à travers une gouvernance locale inclusive et participative" ;
- pour la Sécurité alimentaire "d'ici 2025, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est durablement améliorée" ;

- quant à l'accès aux services sociaux de base, il faudra que "d'ici 2025, l'accès des populations aux services sociaux de base de qualité est amélioré" ;
- enfin, pour la protection sociale, il a été convenu que "d'ici 2025, les populations bénéficient équitablement d'une protection sociale inclusive et de qualité".

L'année 2023 jettera les bases pour une mise en œuvre effective de l'UNIDAP et la réalisation des résultats collectifs conjointement convenus entre les différentes agences du SNU, les partenaires au développement et le Gouvernement. Pour ce faire, l'Équipe Pays s'attèlera dans les prochains mois à développer et à déployer la stratégie de partenariats et la mobilisation des ressources et le plan de travail conjoint du SNU pour la mise en œuvre de l'UNIDAP.

LISTE DES ACRONYMES

AGR : Activité Génératrice de Revenu

BAD : Banque Africaine de Développement

BOS : Business Operation Strategy

CADHP : Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

CBT : Cash By Transfer

CCA : Common Country Analysis (Analyse Commune de Pays en français)

CPD : Country Programme Document

CEDAW : Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women

CEDEAO : Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest

CIPD : Conférence Internationale sur la Population et le Développement

CONASUR : Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation

COSED : Cohésion Sociale, Sécurité et Etat de Droit

COVID-19 : Maladie à Coronavirus 2019

EEl : Engin Explosif Improvisé

EPU : Examen Périodique Universel

FCFA : Franc des Colonies Françaises d'Afrique

FDAL : Fin de Défécation à l'Air Libre

FDS : Force de Défense et de Sécurité

FSI : Forces de Sécurité Intérieure

GR : Groupe de Référence

GT : Groupe de Travail

GTC : Groupe de Travail Communication

GTG : Groupe de Travail Genre

GTPS : Groupe de Travail en Planification Stratégique

GTSE : Groupe de Travail de Suivi-Evaluation

HCT : Humanitarian Country Team

HDP : Humanitaire-Développement-Paix

HRP : Humanitarian Response Plan

IFI : Institutions Financières Internationales

MAM : Malnutrition Aiguë Modérée
MAS : Malnutrition Aiguë Sévère
MATDS : Ministère de l'Administration Territoriale, de la
Décentralisation et de la Sécurité
MILDA : Moustiquaire Imprégné à Longue Durée d'Action
NPK : Nitrogen Phosphorus Potassium (Azote Phosphore
Potasse en français)
NU : Nations Unies
ODD : Objectifs de Développement Durable
OMT : Operation Management Team
ONU : Organisation des Nations Unies
PA-SD : Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement
PDI : Personnes Déplacées Internes
PIB : Produit Intérieur Brut
PIDCP : Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques
PIDESC : Pacte International sur les Droits Economiques,
Sociaux et Culturels
PISA : Programme International pour le Suivi des Acquis des
élèves
PNDES : Plan National de Développement Economique et
Social
PNUAD : Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au
Développement
PTA : Plan de Travail Annuel
PTF : Partenaires Techniques et Financiers

SBCC : Communication sur le changement social et
comportemental
SMK : Soins Maternels Kangourou
SNU : Système des Nations Unies
UNCT : United Nations Country Team
UNDAF : United Nations Development Assistance Framework
UNIDAP : United Nations Interim Development Action Plan
USAID : United States Agency for International Development
USD : United States Dollar
VBG : Violences Basées sur le Genre
VIH : Virus de l'immunodéficience humaine
WASH : Water, Sanitation and Hygiene (Eau, Assainissement, et
Hygiène)